



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

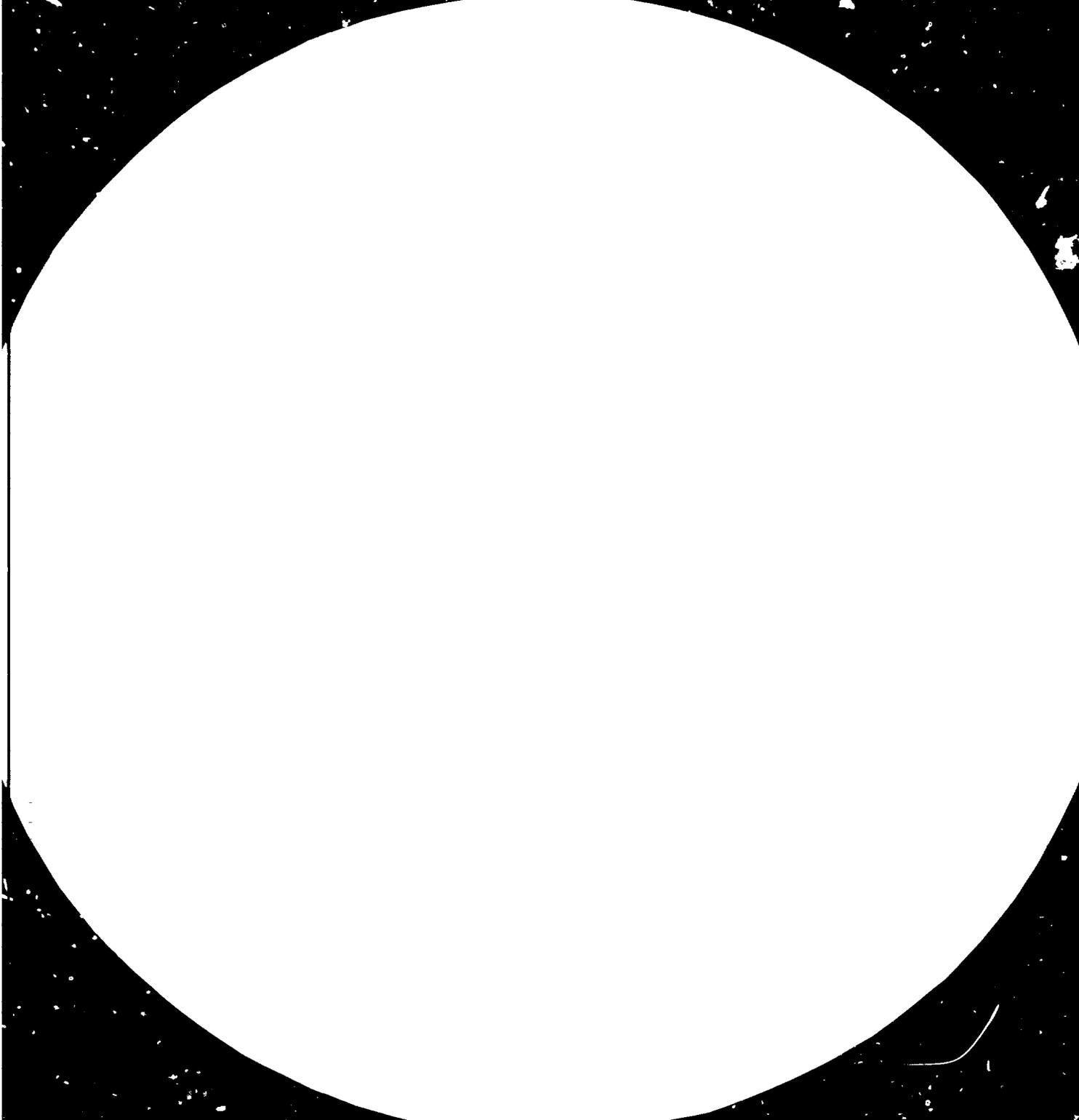
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





MICROGRAPHY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-1963-A

U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE: 1963 O - 358-001



11057 - F



Distr. LIMITEE

ID/WG.356/4

26 novembre 1981

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Troisième réunion du petit groupe d'experts
chargés de mettre au point les scénarios
relatifs à l'industrie sidérurgique

Vienne (Autriche), 3-4 décembre 1981

SCENARIOS DE L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE 1990

"DOSSIER SPECIAL"

Document complétant le DOSSIER VII

"Coûts et financement"

INFLUENCE DES FACTEURS ENDETTEMENT,
EPARGNE, EXPORTATIONS ET SOLVABILITE
SUR LES PROJETS SIDERURGIQUES*

* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.81-33487

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
1. INTRODUCTION	3
2. POSITION RELATIVE DES GROUPES DE PAYS	4
3. POSITION RELATIVE DES PAYS DANS CHACUN DES GROUPES DE CAPACITE	8
3.1 Groupe 2 : projets sidérurgiques d'une capacité inférieure à 0,25 million de tonnes	10
3.2 Groupe 3 : projets sidérurgiques d'une capacité allant de 0,25 à 0,80 million de tonnes	11
3.3 Groupe 4 : projets sidérurgiques d'une capacité supérieure à 0,80 million de tonnes	12
4. OBSERVATIONS FINALES	14
ANNEXES	16

I. INTRODUCTION

Pour importante qu'elle soit, la situation financière générale d'un pays ne constitue toutefois pas le seul facteur à considérer lors de la détermination des avantages potentiels et des risques inhérents à la réalisation de projets industriels, en général, et notamment aux investissements dans l'industrie sidérurgique. Cependant, l'évolution récente des marchés financiers internationaux notamment la hausse des taux d'intérêts, l'augmentation relative du volume des prêts privés, le recyclage des fonds de l'OPEP, etc., témoignent de l'importance croissante des facteurs financiers pour l'analyse de la rentabilité des projets industriels. C'est la raison pour laquelle la deuxième Réunion du petit groupe d'experts des scénarios du développement de l'industrie sidérurgique, qui s'est tenue à Vienne les 12 et 13 mars 1981 (voir le document UNIDO/PC.3, 13 avril 1981), a demandé au Secrétariat de lui soumettre une documentation de base adéquate concernant le financement de l'industrie sidérurgique.

La présente note, qui constitue un premier apport à cette documentation, a pour seule ambition de dresser un bilan provisoire de la situation financière d'ensemble - favorable ou non - d'un certain nombre de pays en développement qui envisagent de créer des capacités sidérurgiques. Par souci de commodité, les estimations du montant total des investissements à prévoir jusqu'en 1990 pour les installations sidérurgiques sont analysées, pour chacun des pays, en fonction des quatre critères suivants : 1) niveau d'endettement, 2) possibilités d'autofinancement (épargne intérieure brute), 3) recettes de devises (exportations) et 4) solvabilité (évaluations émanant des banques internationales).

Faute de renseignements, 10 des 55 pays qui se proposent d'implanter des usines sidérurgiques ont dû être exclus de l'analyse. Les 45 pays restants ont été classés en fonction de la capacité totale de leurs projets sidérurgiques et l'on a ajouté à la liste, aux fins de comparaison, un échantillon de 40 pays en développement qui ne prévoient aucun projet de ce genre (voir tableaux 1 et 2).

La classification retenue s'efforce de tenir compte des différences de niveaux technologiques qui revêtent une importance capitale en ce qui concerne les besoins en divers facteurs (financement, gestion, formation, etc.).

Groupe 1 : Capacité nulle (40 pays) (aucun projet)

Groupe 2 : Capacité inférieure à 0,25 million de tonnes (17 pays)

Groupe 3 : Capacité allant de 0,25 million de tonnes à
0,50 million de tonnes (11 pays)

Groupe 4 : Capacité supérieure à 0,80 million de tonnes
(17 pays)

La comparaison entre les coûts estimatifs des projets (tableau 3) et les quatre critères retenus est tout d'abord effectuée pour chaque groupe de pays, afin de déterminer sa position relative par rapport aux autres groupes (chapitre 2), puis par pays au sein de chacune des trois groupes envisageant d'implanter des usines sidérurgiques, en vue de déterminer la position relative de chaque pays dans son propre groupe de capacité (voir chapitre 3).

2. POSITION RELATIVE DES GROUPES DE PAYS

Les figures 1 à 4 indiquent la moyenne des coûts estimatifs d'investissement prévus dans les projets sidérurgiques jusqu'en 1990 dans les quatre groupes de pays ainsi que dans chacun des 85 pays en développement étudiés, relativement à l'épargne intérieure brute, à l'encours total de la dette, aux exportations de biens et de services et aux positions de solvabilité (voir également le tableau 1 de l'annexe). A l'exception des positions de solvabilité, ces grandeurs sont exprimées en pourcentage du PIB pour 1975-1979.

D'une façon générale, les pays dont les projets sont parmi les plus coûteux, ont également d'importantes possibilités d'autofinancement (voir figure 1). Les pays du groupe 3 présentent une légère anomalie : en effet, leurs coûts d'investissement sont nettement plus élevés que ceux des pays du groupe 2, alors que leur épargne intérieure brute est pratiquement aussi faible.

La comparaison des coûts estimatif et du niveau d'endettement fait apparaître une corrélation négative (à l'exception des pays du groupe 1 qui n'envisagent pas de se doter d'une industrie sidérurgique) : les coûts des projets sont inversement proportionnels au niveau d'endettement (voir figure 2). L'encours de la dette des pays qui n'envisagent aucun projet sidérurgique se situe entre celui des pays du groupe 2 et celui des pays du groupe 3.

Lorsqu'on examine les exportations de biens et de services des quatre groupes, on constate à nouveau une corrélation négative (sauf dans le cas des pays du groupe 3) : plus le coût estimatif des projets est faible (par rapport au PIB), plus la part des exportations de biens et de services dans le PIB est élevée. Seuls les pays du groupe 3 (c'est-à-dire ceux où la capacité totale des projets

Tableau 1

Capacité des projets sidérurgiques prévus jusqu'en 1990
(en milliers de tonnes)

Rang	Capacité totale	Rang	Capacité totale	Rang	Capacité totale
Groupe 4		Groupe 3		Groupe 2	
1	Brésil 15 050	24	Libéria 700	38	Tunisie 225
2	Mexique 14 955	25	Bangladesh 600	39	Ghana 215
3	Inde 11 210	26	Trinité-et-Tobago 600	40	Oman 125
4	Autres pays d'Asie 9 000 *	27	Pérou 550	41	Zaïre 120
5	Corée, République de 8 100	28	Bahreïn 430	42	Bolivie 100
6	Nigéria 7 040	29	Equateur 430	43	Honduras 100
7	Iran 6 900 *	30	Jordanie 402	44	Paraguay 100
8	Venezuela 5 100	31	Abou Dhabi 400 *	45	Yémen démocratique 100
9	Argentine 4 830	32	Qatar 400 *	46	Gabon 50
10	Indonésie 4 450	33	République-Unie de Tanzanie 390	47	Zambie 50
11	Cuba 2 950 *	34	Chili 350	48	Birmanie 40
12	Pakistan 2 500	35	Kenya 350	49	Sénégal 40
13	Thaïlande 2 300	36	Singapour 250	50	République-Unie du Cameroun 36
14	Algérie 2 050	37	Viet Nam 250 *	51	Dubaï 35 *
15	Iraq 2 050			52	Côte d'Ivoire 34
16	Malaisie 1 680			53	Congo 20
17	Egypte 1 565			54	Togo 20
18	Jamahiriya arabe libyenne 1 250 *			55	République centrafricaine 10
19	Philippines 1 230				
20	Maroc 1 210				
21	République arabe syrienne 1 180				
22	Arabie saoudite 1 035 *				
23	Colombie 850				

* Pas de données sur l'endettement l'épargne, les exportations et la solvabilité

Tableau 2

Liste des 40 pays et territoires n'envisageant pas
de créer des usines sidérurgiques (Groupe 1)

Afghanistan	Malawi
Barbade	Mali
Bénin	Maurice
Botswana	Mauritanie
Burundi	Népal
Costa Rica	Nicaragua
El Salvador	Niger
Ethiopie	Ouganda
Fidji	Panama
Gambie	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Guatemala	République dominicaine
Guinée	Rwanda
Guyane	Sierra Leone
Haïti	Somalie
Haute-Volta	Soudan
Hong-kong	Sri Lanka
Jamaïque	Swaziland
Lesotho	Tchad
Liban	Uruguay
Madagascar	Yémen démocratique

Tableau 3

Coûts totaux des projets sidérurgiques prévus jusqu'en 1990
(en millions de dollars des Etats-Unis)

Rang	Coûts totaux	Rang	Coûts totaux	Rang	Coûts totaux			
1	Mexique	30 950	19	Philippines	1 565	37	Abou Dhabi	200
2	Brésil	24 300	20	Maroc	1 180	38	Bolivie	200
3	Inde	17 220	21	Malaisie	1 020	39	Qatar	200
4	Nigéria	12 300	22	Cuba	900	40	Yémen démocratique	200
5	Venezuela	8 750	23	Chili	750	41	Zaïre	180
6	Iran	8 000	24	Arabie saoudite	750	42	Bangladesh	100
7	Argentine	7 650	25	République-Unie de Tanzanie	750	43	Gabon	100
8	Autres pays d'Asie	6 075	26	Trinité-et-Tobago	600	44	Honduras	100
9	Pakistan	4 775	27	Pérou	575	45	Paraguay	100
10	Iraq	4 500	28	Equateur	500	46	Zambie	100
11	Algérie	4 050	29	Libéria	500	47	Côte d'Ivoire	75
12	Indonésie	3 650	30	Kenya	450	48	Oman	75
13	Jamahiriya arabe libyenne	3 000	31	Ghana	385	49	Sénégal	72
14	Thaïlande	2 750	32	Jordanie	375	50	Birmanie	60
15	Corée, République de	2 400	33	Bahreïn	250	51	Dubaï	50
16	République arabe syrienne	2 180	34	Singapour	250	52	Togo	50
17	Egypte	2 000	35	Tunisie	250	53	République-Unie du Cameroun	43
18	Colombie	1 600	36	Viet Nam	250	54	Congo	30
						55	République centrafricaine	20

sidérurgiques se situe entre 0,25 et 0,30 million de tonnes) ont en même temps les projets chers et des niveaux d'exportations extrêmement élevés (voir figure 3). Toutefois, calculés en valeur absolue (en dollars des Etats-Unis), les coûts estimatifs des projets progressent en même temps que les exportations (voir tableau 1 de l'annexe).

La figure 4 montre du moins que les groupes de pays à fortes dépenses d'équipement ont en général une meilleure position de solvabilité, d'après le classement que publie régulièrement l'Institutional Investor^{1/}. On notera qu'aucune différence majeure n'apparaît dans ces domaines entre les pays du groupe 3 et ceux du groupe 4 alors que les pays du groupe 2 se situent, en moyenne, à un niveau nettement inférieur. Certains pays des groupes 3 et 4 semblent bien placés dans la concurrence internationale entre demandeurs de capitaux extérieurs : en effet, leur position de solvabilité est à peine inférieure (et dans certains cas même supérieure) à la moyenne des positions publiées dans l'Institutional Investor pour une centaine de pays développés ou en développement (voir tableau 1 de l'annexe).

En résumé, les pays qui envisagent d'implanter des capacités sidérurgiques allant de 0,25 à 0,80 million de tonnes ou davantage semblent en général être en bien meilleure position pour réaliser leurs projets. En ce qui concerne leur niveau d'endettement, leur capacité d'autofinancement (épargne) et leur solvabilité ils sont mieux placés que les pays qui envisagent de créer des usines sidérurgiques d'une capacité totale inférieure à 0,25 million de tonnes.

En matière d'exportations, la situation n'est pas aussi claire. Etant donné le niveau élevé de leurs exportations, les pays du groupe 3 semblent avoir de meilleures chances d'obtenir des recettes suffisantes de devises alors que les pays du groupe 2 et plus encore ceux du groupe 3 sont plutôt désavantagés. Toutefois, un volume élevé d'exportations n'est pas seulement synonyme de rentrées de devises : une structure homogène des exportations risque aussi d'entraîner une certaine vulnérabilité aux fluctuations des marchés extérieurs.

3. POSITION RELATIVE DES PAYS DANS CHACUN DES GROUPES DE CAPACITE

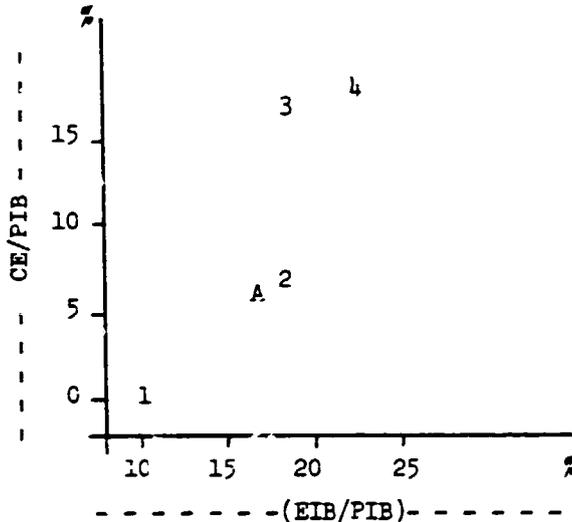
On a, à l'intérieur de chaque groupe de capacité, établi une distinction entre les pays où les coûts estimatifs des projets sont inférieurs à la moyenne du groupe et ceux où ils sont supérieurs à cette moyenne. Les moyennes de groupes en ce qui concerne l'en cours total de la dette, l'épargne intérieure brute, les exportations et la solvabilité sont utilisées pour déterminer la

^{1/} Institutional Investor, édition internationale, publication mensuelle de Institutional Investor Inc., 488 Madison Avenue, New York, NY 10022.

Coûts estimatifs des projets sidérurgiques (CE), épargne intérieure brute (EIB), encours total de la dette (ED), exportations (EXP) et position de solvabilité (PS) dans 4 groupes de pays en développement.

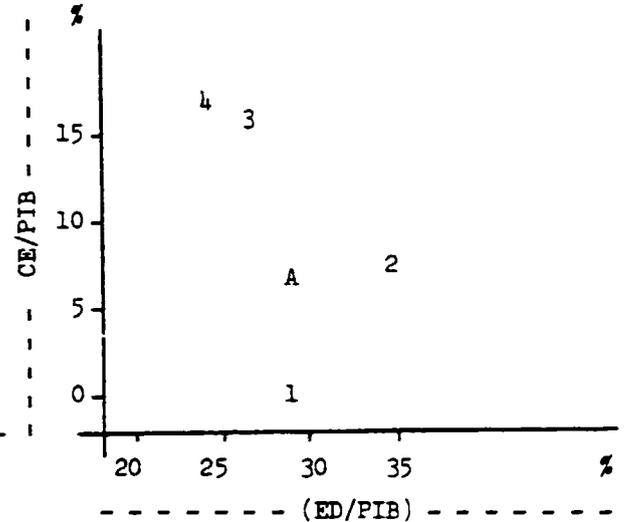
Coûts estimatifs des projets sidérurgiques prévus jusqu'en 1990, en pourcentage du PIB pour la période 1975-1979

Figure 1



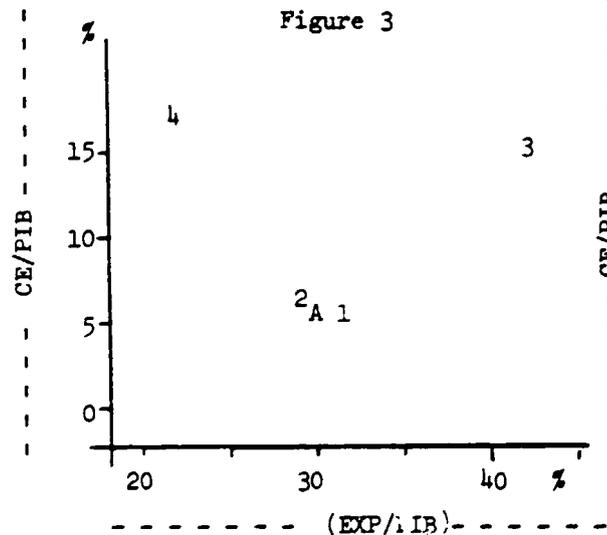
Épargne intérieure brute en pourcentage du PIB, 1975-1979

Figure 2



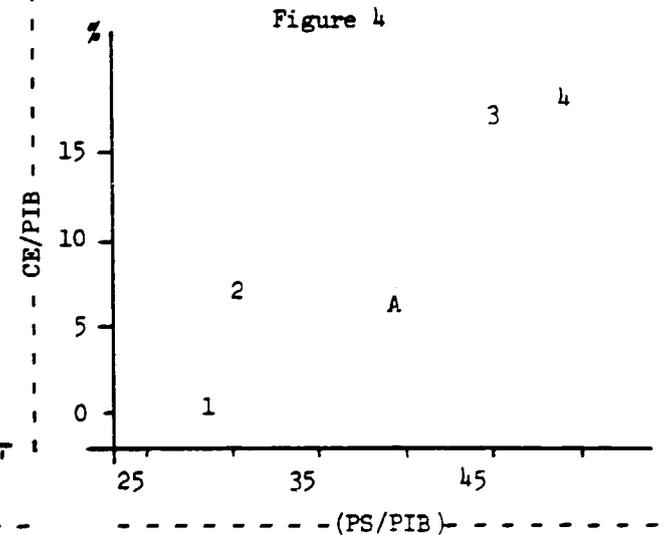
Encours total de la dette en pourcentage du PIB, 1975-1979

Figure 3



Exportations de biens et de services en pourcentage du PIB, 1975-1979

Figure 4



Position de solvabilité 1981, Institutional Investor

- A = Moyenne de 85 pays en développement
- 1 = Moyenne des pays du groupe 1 (0 tonne)
- 2 = Moyenne des pays du groupe 2 (moins de 0,25 million de tonnes)
- 3 = Moyenne des pays du groupe 3 (0,25 à 0,80 million de tonnes)
- 4 = Moyenne des pays du groupe 4 (plus de 0,80 million de tonnes)

situation - favorable ou non - des pays. Cette situation est considérée comme favorable - pour ce qui est de l'épargne intérieure brute, des exportations et de la solvabilité - si le pays se situe au-dessus de la moyenne du groupe, et s'agissant de l'endettement, s'il se situe en-dessous de cette moyenne.

La classification est établie à partir des montants totaux et des grandeurs calculées en pourcentage du PIB.

3.1 Groupe 2 : projets sidérurgiques d'une capacité inférieure à 0,25 million de tonnes

Les 17 pays qui envisagent l'implantation de ce qu'on appelle des mini-aciéries sont en majorité des pays africains situés au sud du Sahara (10 pays). Appartiennent également à ce groupe, trois pays d'Amérique latine, deux pays du Moyen-Orient, un pays d'Asie et un pays d'Afrique du Nord.

Les coûts estimatifs des projets sidérurgiques prévus jusqu'en 1990 vont de 20 millions de dollars (République centrafricaine) à 385 millions de dollars (Ghana). En pourcentage du PIB pour 1975-1979, ces montants se situent entre 1,1 % (République-Unie du Cameroun) et 45,9 % (Ghana). Parmi les pays qui envisagent des projets moins coûteux, le Gabon et la République-Unie du Cameroun semblent très bien placés (voir tableaux 2 et 2.1 de l'annexe). Trois des quatre indicateurs retenus sont positifs. Seul le Gabon a un niveau d'endettement supérieur à la moyenne.

S'agissant des pays dont les projets sidérurgiques exigent un investissement élevé, la Tunisie occupe apparemment la meilleure position, la Bolivie a la moins bonne.

Le Zaïre se situe à mi-chemin : si l'épargne et les exportations lui valent certains avantages, son endettement est relativement élevé et sa position de solvabilité relativement faible.

Dans le cas du Ghana, faute de renseignements, autres que ceux concernant son endettement, il a malheureusement été impossible de procéder à une évaluation plus poussée de la situation de ce pays où les coûts estimatifs des projets sont les plus élevés du groupe. On constate toutefois que par rapport aux autres pays de ce groupe, l'encours total de la dette ghanéenne reste faible.

Cette classification est, d'une façon générale corroborée par les résultats d'une analyse analogue fondée sur les grandeurs calculées en pourcentage du PIB (voir tableau 2.1 de l'annexe).

Sept pays seulement ont une position légèrement différente, d'une part, la Côte d'Ivoire, le Honduras, le Paraguay, le Sénégal et la Tunisie qui occupent un assez bon rang, d'autre part la République-Unie du Cameroun et, surtout, le Zaïre qui sont de loin les plus défavorisés.

En résumé, parmi les pays qui envisagent d'implanter des projets sidérurgiques d'une capacité totale maximale de 0,25 million de tonnes, la Tunisie et le Gabon occupent de toute évidence les positions les plus avantageuses, alors que celle de la Bolivie est semble-t-il très précaire.

3.2 Groupe 3 : projets sidérurgiques d'une capacité allant de 0,25 à 0,80 million de tonnes

L'étude porte sur 11 pays qui envisagent de créer des usines sidérurgiques d'une capacité totale de 0,25 à 0,80 million de tonnes. Quatre de ces pays se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes, trois en Afrique, deux au Moyen-Orient et deux en Asie du Sud. Les coûts estimatifs de ces projets vont de 100 millions de dollars (Bangladesh) à 750 millions de dollars (Tanzanie et Chili). Leur importance éventuelle pour l'économie nationale apparaît lorsque l'on compare les estimations correspondant au PIB pour 1975-1979. Marginale dans le cas de Singapour (0,4 %), elle atteint son maximum dans celui du Libéria (73,8 %) ou de la Jordanie (25,8 %).

En ce qui concerne les pays où les coûts des projets sont inférieurs à la moyenne, seul Singapour semble occuper une position favorable quant à l'endettement, l'épargne, les exportations et la solvabilité (voir annexe, tableau 4).

A l'exception du Bahreïn, dont la position est favorable du point de vue de l'endettement et de la solvabilité, les autres pays (Bangladesh, Jordanie et Kenya) connaissent presque tous une situation défavorable, due à la faiblesse de leur épargne, de leurs exportations et de leur solvabilité.

Pour ce qui est des pays qui envisagent de créer des installations dont les coûts sont supérieurs à la moyenne, les mieux placés sont l'Equateur et la Trinité-et-Tobago dans le cas de l'Equateur, seules les exportations semblent plutôt insuffisantes.

Le Pérou et la Tanzanie, au contraire, semblent nettement désavantagés alors que la position du Chili est incertaine. Relativement favorable du point de vue des montants totaux (le seul point noir est la charge de la dette), elle devient

plutôt négative si l'on considère les agrégats calculés en pourcentage du PIB car le niveau de l'épargne et celui des exportations cessent alors d'être supérieur à la moyenne pour tomber en-dessous.

On peut, en conclusion, dire que parmi les pays qui envisagent de réaliser des projets sidérurgiques d'une capacité totale se situant entre 0,25 et 0,80 million de tonnes, les mieux placés sont Singapour, l'Equateur et la Trinité-et-Tobago, tandis que la position du Bangladesh, de la Jordanie, du Kenya, du Pérou et de la Tanzanie doit être considérée comme défavorable. Etant donné les lacunes et/ou le manque de cohérence de l'information, aucune évaluation précise n'a pu être faite pour le Bahreïn, le Chili et le Libéria.

3.3 Groupe 3 : Projets sidérurgiques d'une capacité supérieure à 0,80 million de tonnes

Ce groupe de pays où l'on envisage de créer des installations sidérurgiques de très grande envergure, compte comme le groupe 2, 17 pays lesquels sont cependant mieux répartis dans le monde que ceux du groupe 2. Au total, sept pays d'Asie, cinq pays d'Amérique latine, trois pays d'Afrique du Nord, un pays d'Afrique situé au sud du Sahara et un pays d'Amérique latine envisagent d'implanter des usines sidérurgiques d'une capacité totale supérieure à 0,80 million de tonnes.

Le total des investissements prévus ne dépasse 10 milliards de dollars que dans quatre de ces pays, à savoir le Mexique (31 milliards de dollars), le Brésil (24 milliards de dollars), l'Inde (17 milliards de dollars) et le Nigéria (12 milliards de dollars). Dans ce groupe, c'est la Malaisie qui compte investir le moins dans la sidérurgie (un milliard de dollars). Si l'on rapporte les coûts à prévoir jusqu'en 1990 au PIB pour 1975-1976, on constate que les projets sidérurgiques revêtent une bien plus grande importance pour l'économie de pays comme le Mexique (34,6 %) et la République arabe syrienne (31,4 %) que pour celle de la Malaisie et des Philippines (7,3 % dans les deux cas).

Parmi les pays qui envisagent de réaliser des projets sidérurgiques d'un coût total inférieur à la moyenne du groupe - ce qui est le cas pour 12 d'entre eux, seul un petit nombre de pays prévoyant des investissements extrêmement élevés - les mieux placés sont l'Argentine et la Malaisie. Par contre, la situation de l'Egypte, du Maroc, du Pakistan et de la République arabe syrienne est très

défavorable. Il est impossible d'évaluer avec précision la situation d'un certain nombre de pays par suite des divergences qui apparaissent entre les résultats fondés sur les montants totaux et ceux fondés sur les grandeurs rapportées au PIB.

Dans l'analyse fondée sur le PIB, la position de l'Indonésie et la Corée n'est favorable qu'en ce qui concerne l'endettement; si l'on se sert des montants totaux, l'épargne devient inférieure à la moyenne.

La Colombie et la Thaïlande occupent une situation moyenne si le niveau d'endettement et la position de solvabilité semblent positifs, le niveau des exportations et de l'épargne sont plutôt négatifs.

La situation des Philippines est légèrement défavorable, les seules indications positives étant un niveau d'endettement faible et un niveau d'épargne supérieur à la moyenne (par rapport au PIB seulement).

La situation de l'Algérie est ambiguë : plus ou moins bonne si l'on considère les montants totaux, elle apparaît dans l'ensemble favorable d'après l'analyse fondée sur le PIB.

Aucun des pays qui envisagent des investissements sidérurgiques particulièrement élevés ne peut être considéré comme se trouvant dans une situation nettement défavorable. Les mieux placés sont le Nigéria et le Venezuela, alors que la situation du Brésil et du Mexique est moins favorable. Pour le Mexique, cette situation résulte du niveau relativement élevé de l'endettement et de la faiblesse relative des exportations de ce pays par rapport au PIB. Dans le cas du Brésil, elle a pour cause d'une part, le niveau élevé de l'endettement total et, d'autre part, la faiblesse des exportations et de l'épargne par rapport au PIB. En ce qui concerne le Brésil, on notera que, par rapport au PIB, l'encours de la dette est légèrement inférieur à la moyenne du groupe 4.

La position de l'Inde semble incertaine. Comme dans le cas du Brésil, l'endettement rapporté au PIB est un indicateur plus favorable que l'endettement total, alors que l'inverse est vrai pour l'épargne. Si la faiblesse de son épargne place l'Inde dans une situation plutôt défavorable, sa solvabilité la ramène au-dessus de la moyenne du groupe.

Bref, s'agissant des pays qui envisagent de créer des usines sidérurgiques d'une capacité totale supérieure à 0,80 million de tonnes, la situation de l'Argentine, du Nigéria et du Venezuela paraît excellente en ce qui concerne le niveau d'endettement, la capacité d'épargne intérieure, les exportations et la solvabilité, alors qu'elle est moins bonne pour l'Egypte, le Maroc et le Pakistan.

4. OBSERVATIONS FINALES

La méthode employée dans la présente note appelle un certain nombre d'observations.

1. En comparant les coûts estimatifs des projets avec une série d'indicateurs de la situation financière générale d'un pays, on a réussi à déterminer si la position de ce pays est favorable ou non. Ces conclusions doivent être considérées à leur juste valeur. Elles ne constituent qu'un premier pas en vue de l'analyse plus détaillée qui s'impose. La présente note permet toutefois de se faire une première idée d'ensemble de la situation financière des pays qui envisagent d'implanter des usines sidérurgiques.
2. Le classement des pays en fonction de la capacité totale de leurs projets sidérurgiques se fonde sur l'hypothèse que, pour mettre en oeuvre des capacités comparables, il faudra faire appel à des techniques analogues présentant des caractéristiques similaires, en ce qui concerne par exemple l'intensité du capital. On suppose par conséquent que ces pays se font concurrence dans les mêmes secteurs des marchés financiers internationaux pour obtenir des capitaux étrangers. Il en résulte que l'attribution à un pays d'une situation favorable ou défavorable au sein de chaque groupe de capacités ne présente qu'un caractère relatif.
3. Pour l'analyse de l'encours de la dette, seul le volume total de l'endettement a été pris en considération. La nature de la dette - c'est-à-dire la nature des apports de capitaux, officiels ou privés - est un indice important de la capacité d'emprunt d'un pays. Comme le montre le tableau 2 de l'annexe, les pays qui prévoient d'implanter de faibles capacités, notamment les pays du groupe 2, font appel dans une large mesure aux crédits publics alors que la plupart des pays du groupe 4 ont accès à des prêts internationaux privés.
4. Il convient de noter que l'analyse se fonde bien entendu sur des événements antérieurs. Afin de dresser un tableau qui tiendrait compte des faits les plus récents et excluerait toute variation aléatoire, on s'est, dans la plupart des cas, servi des moyennes quinquennales (1975-1979). Toutefois,

les prévisions d'évolution positive sont fonction de l'évolution d'indicateurs qui dépendent eux-mêmes d'autres facteurs économiques et politiques. L'épargne, par exemple, est dans une très large mesure tributaire de l'évolution des prix des principales exportations d'un pays sur le marché mondial.

5. Toute analyse ultérieure devra tenir compte des facteurs suivants :

- Nature des investissements étrangers directs
- Conditions des prêts (durée, taux d'intérêts)
- Service de la dette
- Réserves internationales
- Certains avantages inhérents au site.

La prise en compte de ces facteurs dans l'analyse permettra d'affiner et d'améliorer les résultats actuels. On parviendra peut-être aussi à mieux comprendre les éléments qui déterminent différentes sources de fonds à fournir aux pays en développement et les apports financiers étrangers dont ils ont besoin pour leurs projets industriels.

Coûts estimatifs des projets sidérurgiques, épargne intérieure brute, encours total de la dette, exportations et position de solvabilité dans quatre groupes de pays en développement

<u>Tableau 1</u>	<u>Echantillon total de 85 pays en développement</u>	<u>Groupe 1 0 tonne</u>	<u>Groupe 2 moins de 0,25 million de tonnes</u>	<u>Groupe 3 0,25 à 0,80 million de tonnes</u>	<u>Groupe 4 plus de 0,80 million de tonnes</u>
Coûts estimatifs totaux des projets sidérurgiques jusqu'en 1990 (en millions de dollars des E.U.)	1 594 (85)	0 (40)	120 (17)	464 (11)	7 549 (17)
Coûts estimatifs totaux des projets sidérurgiques jusqu'en 1990, en % du PIB pour 1975-1979	6,4 (85)	0 (40)	6,7 (15)	16,3 (10)	16,5 (17)
Épargne intérieure brute, 1975-1979 (en millions de dollars E.U.)	2 739 (72)	218 (32)	591 (14)	1 126 (9)	10 109 (17)
Épargne intérieure brute en % du PIB pour 1975-1979	15,4 (72)	10,1 (32)	17,4 (14)	18,0 (9)	22,5 (17)
Encours total de la dette, 1975-1979 (en millions de dollars E.U.)	2 097 (85)	394 (40)	937 (17)	1 476 (11)	7 670 (17)
Encours total de la dette en % du PIB pour 1975-1979	28,3 (78)	28,4 (35)	34,6 (17)	26,1 (9)	23,3 (17)
Exportations, 1975-1979 (en millions de dollars E.U.)	2 245 (72)	444 (32)	867 (14)	2 576 (9)	6 595 (17)
Exportations en % du PIB pour 1975-1979	29,9 (72)	31,3 (32)	29,8 (14)	41,4 (9)	21,4 (17)
Position de solvabilité en 1981 selon l'Institutional Investor	38,4 (50) 50,7 (100) ^{1/}	27,4 (15)	30,6 (10)	45,7 (9)	49,4 (16)

^{1/} Moyenne de 100 pays développés ou en développement
() = Nombre de pays à partir desquels la moyenne est établie

ANALYSE FONIER SUR LES MONTANTS TOTAUX

Tableau 2

Groupe 2	Encours total de la dette		Épargne intérieure			Exportations		Position de solvabilité		Total	
	Favorable (inférieur à la moyenne)	Défavorable (supérieur à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défa- vorable (in- férieure à la moyenne)	ble sure à la moyenne)	Favorables (supérieures à la moyenne)	Défavorables (inférieures à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)
Birmanie	+			-			-			1	2
Rép. Unie du Cameroun	+		+			+				3	
République Centrafricaine	+			-			-			1	2
Congo	+			-			-		-	1	3
Côte d'Ivoire		-	+				-	+		2	2
Gabon		-	+			+		+		3	1
Honduras	+			-			-			1	2
Oman	+							+		2	
Paraguay	+			-			-	+		2	2
Sénégal	+			-			-	+		1	3
Togo	+			-			-			1	2
Zambie		-	+			+			-	2	2

Bolivie		-		-			-		-		4
Zaïre		-	+			+			-	2	2
Ghana	+									1	
Yémen démocratique											
Tunisie		-	+			+		+		3	1

Coeff. estimatifs des projets

Inférieurs à la moyenne du Groupe

Supérieurs à la moyenne du Groupe

ANALYSE FONDER SUR LES MONTANTS TOTAUX

Tableau 2.1

Groupe 2 Capacité inférieure à 0,25 million de tonnes	Encours total de la dette		Epargne intérieure brute		Exportations		Position de solvabilité		Total	
	Favorable (inférieur à la moyenne)	Défavorable (supérieur à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorables (supérieures à la moyenne)	Défavorables (inférieures à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)
Birmanie	+			-		-			1	2
Bolivia		-		-		-		-		4
République-Unie du Cameroun	+			-		-			1	2
République centrafricaine	+			-		-			1	2
Congo		-		-	+			-	1	3
Zaire		-		-		-		-		4
Gabon		-	+		+		+		3	1
Honduras	+			-	+				2	1
Côte d'Ivoire	+		+		+		+		4	
Paraguay	+		+			-	+		3	1
Sénégal	+			-	+			-	2	2
Togo		-		-	+				1	2
Tunisie	+		+		+		+		4	
Zambie		-	+		+			-	2	2

Ghana	+								1	

Coûts estimatifs des projets en % du PIB

Supérieure à la moyenne du Groupe 2 Inférieure à la moyenne du Groupe 2

ANALYSE FONDER SUR LES MONTANTS TOTAUX

Tableau 3

Groupe 3 Capacité : 0,25 à 0,50 million de tonnes	Encours total de la dette		Épargne intérieure brute		Exportations		Position de solvabilité		Total	
	Favorable (inférieur à la moyenne)	Défavorable (supérieur à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)
Bahreïn	+						+		2	
Banladesh		-		-		-				3
Jordanie	+			-		-		-	1	3
Kenya	+			-		-		-	1	3
Singapour	+		+		+		+		4	

Chili		-	+		+		+		3	1
Équateur	+		+			-	+		3	1
Libéria	+							-	1	1
Pérou		-	+			-		-	1	3
Trinité-et-Tobago	+		+			-	+		3	1
Tanzanie	+			-		-		-	1	3

Cotis estimatifs des projets

Inférieurs à la
moyenne du Groupe 3Supérieurs à la
moyenne du Groupe 3

ANALYSE FONDER SUR LES MONTANTS TOTAUX

Tableau 3.1

Groupe 1	Encours total de la dette		Epargne intérieure brute		Exportations		Position de solvabilité		Total	
	Favorable (inférieur à la moyenne)	Défavorable (supérieur à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorables (supérieures à la moyenne)	Défavorables (inférieures à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)
Capacité : 0,25 à 0,50 million de tonnes										
Banladesh		-		-		-				3
Chili		-		-		-	+		1	3
Equateur	+		+			-	+		3	1
Kenya	+			-		-		-	1	3
Pérou		-		-		-		-		4
Sri Lanka	+		+		+		+		4	

Jordanie		-		-	+			-	1	3
Trinité-et-Tobago	+		+		+		+		4	
Tanzanie (Libéria)		-		-		-		-		4
							+		1	

Coefficients des projets en % du PIB

inférieurs à la
moyenne du groupe 1

supérieurs à
la moyenne du
groupe 1

ANALYSE FONDER SUR LES MONTANTS TOTAUX

Tableau 4

Groupe 4	Encours total de la dette		Epargne intérieure brute		Exportations		Position de solvabilité ¹⁺²		Total	
	Favorable (inférieur à la moyenne)	Défavorable (supérieur à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)	Favorables (supérieures à la moyenne)	Défavorables (inférieures à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)
Algérie		-		-		-	+		1	3
Argentine	+		+		+		+		4	
Colombie	+			-		-	+		2	2
Indonésie		-		-	+		+		2	2
Corée, République de		-		-	+		+		2	2
Malaisie	+			-	+		+		3	1
Maron	+			-		-		-	1	3
Pakistan	+			-		-		-	1	3
Philippines	+			-		-		-	1	3
République arabe syrienne	+			-		-		-	1	3
Thaïlande	+			-		-	+		2	2
Égypte		-		-		-		-		4

Brazil		-	+		+		+		3	1
Inde		-	+			-	+		2	2
Mexique		-	+		+		+		3	1
Nigeria	+		+		+		+		4	
Venezuela	+		+		+		+		4	

Coûts estimatifs des projets

Supérieurs à la moyenne du Groupe 4

Inférieurs à la moyenne du Groupe 4

ANALYSE PONDEREE SUR LES MONTANTS TOTAUX

Tableau 4.1

Capacité supérieure à 0,80 million de tonnes	Encours total de la dette		Epargne intérieure brute		Exportations		Position de solvabilité		Total	
	Favorable (inférieur à la moyenne)	Défavorable (supérieur à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorables (supérieures à la moyenne)	Défavorables (inférieures à la moyenne)	Favorable (supérieure à la moyenne)	Défavorable (inférieure à la moyenne)	Favorable (supérieur à la moyenne)	Défavorable (inférieur à la moyenne)
Argentine	+		+			-	+		3	1
Brsil	+			-		-	+		2	2
Colombie	+			-		-	+		2	2
Indonésie		-	+		+		+		2	1
Corée, République de		-	+		+		+		3	1
Malaisie	+		+		+		+		4	
Maroc		-		-		-		-	2	4
Philippines	+		+			-		-	2	2
Thaïlande	+			-		-	+		2	2
Egypte		-		-		-		-		2

Algérie		-	+		+		+		3	1
Inde	+			-		-	+		2	2
Mexique		-	+			-	+		2	
Nigeria	+		+		+		+		4	
Pakistan		-		-		-		-		4
République arabe syrienne	+			-		-		-	1	3
Venezuela	+		+		+		+		4	

Coûts estimatifs des projets

Inférieurs à la moyenne
du groupe 4

Supérieurs à la moyenne
du groupe 4

Tableau 5

Apport brut total de crédits publics et apport brut total de crédits privés,
en pourcentage de l'apport brut total pour 1975-1979

<u>Groupe 2</u>	<u>Apport brut total de crédits publics (en pourcentage)</u>	<u>Apport brut total de crédits privés (en pourcentage)</u>	<u>Apport brut total (millions de dollars E.U.)</u>
BOLIVIE	36,8	63,2	346,8
BIRMANIE	72,6	27,4	205,9
REPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN	55,6	44,4	288,7
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	53,2	46,8	18,6
CONGO	67,0	33,0	123,3
ZAIRE	42,9	57,1	470,8
GABON	20,6	79,4	254,5
GHANA	97,8	2,2	82,8
HONDURAS	65,3	34,7	140,6
COTE D'IVOIRE	19,7	80,3	730,0
OMAN	51,7	48,3	127,2
PARAGUAY	57,8	42,2	80,3
SENEGAL	54,0	46,0	133,8
YEMEN DEMOCRATIQUE	100,0	0,0	75,6
TOGO	40,3	59,7	113,7
TUNISIE	56,9	43,1	460,5
ZAMBIE	54,5	45,5	268,0
MOYENNE	55,7	44,3	
<hr/>			
<u>Groupe 3</u>			
BAHREIN	100,0	0,0	12,5
BANGLADESH	96,2	3,8	476,6
CHILI	15,1	84,9	837,9
EQUATEUR	15,9	84,1	528,3
JORDANIE	61,5	38,5	177,5
KENYA	62,5	37,5	235,0
LIBERIA	52,0	48,0	81,1
PEROU	42,6	57,4	1 152,6
SINGAPOUR	27,6	72,4	232,6
TRINITE-ET-TORAGO	14,3	85,7	72,0
REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	97,2	2,8	181,8
MOYENNE	45,0	55,0	
<hr/>			
<u>Groupe 4</u>			
ALGERIE	10,3	89,7	3 029,3
ARGENTINE	12,9	87,1	1 823,2
BRESIL	11,2	88,8	6 794,6
COLOMBIE	39,2	60,8	475,6
INDE	92,2	7,8	1 360,7
INDONESIE	41,7	58,3	1 994,9
REPUBLIQUE DE COREE	27,2	72,8	2 833,7
MALAISIE	24,5	75,5	706,4
MEXIQUE	7,3	92,7	7 113,3
MAROC	37,0	63,0	1 162,0
NIGERIA	15,0	85,0	634,7
PAKISTAN	90,4	9,6	835,2
PHILIPPINES	36,3	63,7	1 079,8
REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	90,5	0,5	486,4
THAILANDE	54,5	45,5	505,4
EGYPTE	69,4	30,6	2 330,2
VENEZUELA	3,4	96,6	1 965,4
MOYENNE	39,0	61,0	

Source : Banque mondiale, tableaux de la dette mondiale.

